

ASS/GF/II/MG



2025-13

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 20 MARS 2025

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 14 mars 2025
--	-------------------------------------	------------------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt mars à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, M. Thierry CAUMEIL à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : William COMBES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt janvier à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Dominique JOLIS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Freddy NOLOT, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Freddy NOLOT à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Françoise BAROUSSE à M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 janvier 2025
--

Ordre du jour**Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Création d'un service municipal de documentation et de gestion des archives. Convention avec le CDG de l'Aude – Annexe

Affaires juridiques

2. Avis de la commission d'indemnisation des commerçants du Cours de la République
3. Approbation d'un bail emphytéotique administratif avec la société AÉROSTYLL

Ressources humaines

4. Création d'un poste permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative
5. Actualisation du tableau des effectifs

Patrimoine et culture

6. Restauration de l'église Saint-Félix. Demandes de subventions et lancement d'un appel aux dons par la Fondation du patrimoine

Gestion du domaine foncier communal

7. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur les parcelles AH 327 et AH 413 – Annexe

Finances

8. Décision modificative n° 3 – Budget principal
9. Mise en œuvre d'autorisations d'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du budget principal, du budget d'assainissement et du budget eau potable 2025
10. Adhésions à diverses structures pour l'année 2025

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ADMINISTRATION GÉNÉRALE

OBJET : CRÉATION D'UN SERVICE MUNICIPAL DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVAGE.
CONVENTION AVEC LE CDG DE L'AUDE – ANNEXE

RAPPORTEUR : ALAIN-MARC GARCIA

Vu l'article L. 211-1 du Code du patrimoine, qui définit les archives publiques et privées comme « l'ensemble des documents, y compris les données, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité »,

Vu l'article L. 211-4 du Code du patrimoine qui attribue notamment la qualité d'archives publiques à l'ensemble des documents qui procèdent de l'activité, dans le cadre de leur mission de service public, de l'État et des collectivités locales, ainsi qu'aux minutes et aux répertoires des officiers publics et ministériels,

Vu les articles R. 212-1 et suivants du Code du patrimoine qui régissent leur collecte et leur conservation, ces dernières étant motivées par l'intérêt public, tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche,

Vu la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 modifiée relative aux archives qui a permis une plus large ouverture des archives publiques, la conservation, sous certaines conditions, d'archives publiques par des sociétés privées ainsi qu'une aggravation des sanctions pénales en cas de destruction illégale, de détournement ou de soustraction d'archives,

Vu la circulaire n° 218-03/C1/1-6-8-3/GA/CD, du ministère de la Justice en date du 25 mai 2009 qui a précisé le régime d'accès aux registres et aux actes de l'état civil,

Vu la circulaire n° MCC1019768C du ministère de la Culture et de la Communication du 23 juillet 2010 qui a précisé les règles relatives à la certification conforme des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques,

Vu l'avis favorable rendu par le CST en date du 12 décembre 2024,

Les règles de conservation et de communication applicables varient selon la valeur administrative ou historique qui s'attache à chaque document. Le Code du patrimoine, dans sa partie réglementaire, distingue trois régimes différents de gestion des archives, en fonction de leur utilité administrative :

– Les archives courantes (Article R. 212-10 du Code du patrimoine) : ce sont les documents qui sont couramment utilisés dans le cadre de l'activité habituelle des services qui les ont produits ou reçus. Étant indispensables au fonctionnement régulier de ces services, ils sont conservés au sein de leurs locaux, sous leur responsabilité et sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives.

-Les archives intermédiaires (Article R. 212-11 du Code du patrimoine) : ce sont des documents qui ne sont utilisés que de manière épisodique par les services qui les ont produits ou reçus, dont l'intérêt administratif n'est plus que résiduel, sans pour autant avoir totalement disparu et qui, de ce fait, ne peuvent pas encore faire l'objet d'un tri ou d'une élimination. Ces documents peuvent être conservés au sein des services ou dans des dépôts de préarchivage placés sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives. À défaut de préarchivage, les archives intermédiaires sont soit conservées dans les locaux de leur service, établissement ou organisme d'origine, sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives, soit déposées dans les conditions prévues aux articles R. 212-19 à R. 212-31 du Code du patrimoine.

-Les archives définitives (Article R. 212-12 du Code du patrimoine) : les documents qui ont subi les sélections et éliminations définies aux articles R. 212-13 et R. 212-14 du Code du patrimoine et qui sont à conserver sans limitation de durée. À l'expiration de leur période d'utilisation courante par les services qui les ont produits ou reçus, les documents doivent faire l'objet d'un tri, selon une procédure fixée par les textes, qui vise à séparer les documents dépourvus d'intérêt administratif ou historique, destinés à l'élimination de ceux qui doivent être conservés ; une fois versés au service des archives de

la commune ou du département, selon des critères fixés par la réglementation, pour y être conservés sans limitation de durée, ces documents auxquels s'attache un intérêt administratif ou historique particulier constituent les archives définitives.

Il est nécessaire de créer le service des archives de la commune de Lézignan-Corbières afin de respecter la réglementation.

Le service des archives communales sera chargé de conserver, trier, classer, inventorier et communiquer les documents provenant des assemblées, administrations – parmi lesquels figure le service municipal chargé de l'état civil – et établissements municipaux (Article R. 212-57 du Code du patrimoine).

Les frais de conservation des archives communales figurent au nombre des dépenses obligatoires des communes prévues par l'article L. 2321-2 du Code général des collectivités territoriales.

L'article L.212-10 du Code du patrimoine prévoit que « *la conservation et la mise en valeur des archives appartenant aux collectivités territoriales et aux groupements de collectivités territoriales, ainsi que de celles gérées par les services départementaux d'archives [...] sont assurées conformément à la législation applicable en la matière sous le contrôle scientifique et technique de l'État* ».

Ce contrôle porte simultanément sur les conditions de gestion, de collecte, de tri, d'élimination des documents d'archives courantes, intermédiaires ou définitives et sur le traitement, le classement, la conservation et la communication des archives. Il a pour objectif d'assurer la sécurité des documents, le respect de l'unité des fonds et la qualité de leur structure organique, la qualité scientifique et technique des instruments de recherche, la compatibilité des systèmes de traitement et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

Les représentants de l'État sont habilités à contrôler sur place la conservation des archives courantes, dans les locaux mêmes des services, établissements et organismes publics qui les ont produites ou reçues (Article R. 212-10 du Code du patrimoine). Le contrôle sur les archives des collectivités territoriales est exercé au nom de l'État par le Service interministériel des archives de France (SIAF), sous l'autorité du ministre chargé de la culture. Le Maire, le directeur général des services de la mairie ou l'archiviste municipal sont tenus de présenter les archives de la mairie au directeur du service des archives départementales qui est chargé de contrôler les archives communales dans les limites du département (Article L. 212-8 du Code du patrimoine).

La responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des archives municipales incombe au Maire. En effet, en raison de sa fonction d'agent exécutif de la commune, il est dépositaire des archives municipales. Il est civilement responsable envers la commune, qui reste en toutes circonstances propriétaire de ses propres archives, de l'intégrité et de la bonne conservation de celles-ci, sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales encourues sur le fondement de l'article 432-16 du Code pénal modifié par l'article 3 de l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000.

Lorsque la destruction, le détournement ou la soustraction par un tiers des biens visés à l'article 432-15 résulte de la négligence d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, d'un comptable public ou d'un dépositaire public, celle-ci est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Le constat fait par le Maire de Lézignan-Corbières est clairement défavorable. Il n'existe en effet aucun service municipal de gestion des archives digne de ce nom. Les archives des différents services sont entreposées dans une dizaine de lieux différents qui ne sont pas adaptés à une bonne conservation des dites archives. Par ailleurs, ces dernières s'accumulent sans qu'un tri réglementaire ne soit opéré à un moment quelconque. Le Maire de Lézignan-Corbières regrette également l'absence de personnel dédié aux fonctions d'archivages. C'est pourquoi il a sollicité l'intervention du Centre Départemental de Gestion de l'Aude afin qu'une archiviste professionnelle puisse aider à la mise en œuvre d'un service municipal de documentation et d'archivage auquel un personnel municipal sera affecté, dans le cadre d'une réorganisation interne.

L'intervention de cet agent passera par plusieurs étapes :

- 1^{ère} étape : Sensibilisation à l'archivage à l'attention de l'ensemble du personnel.
- 2^e étape : Rencontre avec l'ensemble des services pour dresser un état des lieux de l'archivage au sein de la collectivité.
- 3^e étape : Désignation de référents archives en interne.

-4^e étape : Réalisation d'un tableau de gestion des archives communales et mise en place d'une procédure d'archivage, réalisation d'un tableau de gestion, organisation des locaux de préarchivage et préparation des futurs versements d'archives.

-5^e étape : Organisation d'une journée régulière d'archivage pour impliquer l'ensemble des agents dans les opérations d'archivage.

-6^e étape : Organisation du récolement pré-élection municipale au cours du 1^{er} trimestre 2026.

À l'issue de cette 6^e étape, le CDG11 propose de suivre le fonctionnement du service municipal de documentation et d'archivage pendant une durée d'un an. Comme indiqué dans le devis d'intervention transmis par le CDG11 au Maire de Lézignan-Corbières, le devis de l'intervention de l'archiviste se monte à 14 090 € pour un total de 245 heures.

Il est demandé au conseil municipal de :

1/ Créer un service municipal de documentation et d'archivage.

2/ D'approuver le projet de convention avec le CDG11 joint en annexe.

3/ D'autoriser M. le Maire à signer la convention avec le CDG 11 ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

4/ D'autoriser le versement de la somme de 14 090 € au CDG pour son intervention.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : AFFAIRES JURIDIQUES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le Code de justice administrative,

Vu les articles L. 410-1 à L. 432-1 du Code des relations entre le public et l'administration,

Vu les articles 2044 à 2052 du Code civil relatifs aux transactions,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu la délibération n° 2024-003 du 23 janvier 2024 portant création de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République et de son règlement de fonctionnement,

Vu la délibération n° 2024-047 du 27 mars 2024 portant modification de la composition de la commission de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République,

Vu les procès-verbaux des réunions de la Commission d'indemnisation des commerçants du Cours de la République en date du 13 novembre 2024 et du 11 décembre 2024,

La commune de Lézignan-Corbières a mis en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains qui se trouvent intégrés dans le périmètre des travaux du Cours de la République. Cette instance consultative et impartiale a pour mission de leur permettre de demander une réparation des troubles pouvant être générés par ces travaux, dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la jurisprudence du Conseil d'État, les dommages qui sont susceptibles d'être indemnisés sont ceux qui dépassent les contraintes générales et normales auxquelles les commerçants et professionnels riverains des voies publiques concernées sont soumis. Ces derniers ont été invités par la commune à une réunion d'information qui s'est tenue le 8 juillet 2024 au cours de laquelle la procédure d'évaluation de leurs demandes leur a été exposée. Un dossier de demande avec la liste des pièces justificatives à fournir leur a été transmis. Ce dossier était également téléchargeable depuis le site internet de la commune et devait être retourné au plus tard le 16 septembre 2024 à minuit.

À la suite de la remise des dossiers de demande d'indemnisation, la commission d'indemnisation amiable s'est réunie le 13 novembre et le 11 décembre derniers, d'une part pour se prononcer sur la recevabilité des demandes, d'autre part pour procéder au calcul des montants devant constituer les indemnités proposées. La commission a statué sur les dommages subis pendant la première phase des travaux, soit du 6 novembre 2023 au 30 avril 2024.

La charge de la preuve du préjudice incombe aux commerçants qui s'estiment lésés, c'est pourquoi la commission s'est d'abord prononcée sur la recevabilité de chaque demande en analysant les pièces des dossiers (documents comptables ou administratifs) attestant de manière évidente une baisse d'activité importante et directement liée aux travaux du Cours de la République, mettant en cause la viabilité de l'entreprise. Lors de cette analyse, les dossiers suivants ont été admis comme recevables :

- SAS LE CONTI, représenté par M. Damien AUSSAGUEL
- SARL « Boucherie de tradition », représentée par M. Jordy RODRIGUEZ :
- Entreprise individuelle « Centre de beauté Yves Rocher » de Mme Isabelle GAY
- SARL « CLAUDINE » représentée par Mme Claudine FORTUNATO
- SARL « LE KINGSTON » représentée par Mme Claudine PETRE
- Entreprise individuelle « MAZ CONCEPT STORE » représenté par M. Grégory MAZARD
- SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID » représentée par M. David CREMONESE
- Entreprise individuelle « PHILDAR » de Mme Christèle BEAUVAIS
- Entreprise individuelle « LE SALON DE RÉMI », de M. Rémi CARPINTEIRO

La demande de la SARL « AUDOPTIQUE », représentée par M. Sylvain BOCCANFUSO, a été déclarée irrecevable dans la mesure où la commission n'a pas estimé le lien de causalité entre les travaux et le dommage évoqué par M. BOCCANFUSO comme étant suffisamment certain et direct, son commerce n'étant pas inclus dans le périmètre des travaux, et étant accessible par plusieurs voies d'accès aux piétons et aux véhicules. D'autre part, le dossier de ce demandeur a été déposé le 7 octobre 2024, soit après le délai imparti.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2024, la commission, sous l'autorité de son Président, magistrat honoraire, a procédé aux calculs des montants d'indemnités proposés aux demandeurs, en prenant en compte la baisse attestée du chiffre d'affaires des entreprises, minorés d'un coefficient de 20 % ou de 30 %. Les avis de la commission relatifs à la passation d'un protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité par la commune avec chaque demandeur sont les suivants :

- SASU LE CONTI, représentée par M. Damien AUSSAGUEL : **19 600 €**
- SARL « Boucherie de tradition », représentée par M. Jordy RODRIGUEZ : la SARL étant en liquidation judiciaire, le dossier a été transmis à la personne en charge de régler la liquidation. La commune est en attente de l'analyse juridique du dossier.
- Entreprise individuelle « CENTRE DE BEAUTÉ YVES ROCHER » de Mme Isabelle GAY : **4 170 €** (Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre du site des travaux)
- SARL « CLAUDINE » représentée par Mme Claudine FORTUNATO : **1 425 €** (Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre du site des travaux)
- SARL « LE KINGSTON » représentée par Mme Claudine PETRE : **1 525 €**
- Entreprise individuelle « MAZ CONCEPT STORE » représentée par M. Grégory MAZARD : **1 298 €**
- SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID » représentée par M. David CREMONESE : l'évaluation de cette demande a été reportée à une prochaine réunion de la commission faute de documents probants.
- Entreprise individuelle « PHILDAR » de Mme Christèle BEAUVAIS : **3 045 €**, sous réserve de la production d'une attestation par son expert-comptable certifiant l'exactitude d'un « tableau chiffrant le préjudice subi pour la période de novembre 2023 à avril 2024.
- Entreprise individuelle « LE SALON DE RÉMI », de M. Rémi CARPINTEIRO : **1 000 €**

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du Cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation litigieuse impliquée par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République, relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

3/ De dire que les sommes aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2025 de la commune.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : AFFAIRES JURIDIQUES

RAPPORTEUR : DOMINIQUE JOLIS

OBJET : APPROBATION D'UN BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF AVEC LA SOCIÉTÉ AÉROSTYLL

L'aérodrome de Lézignan-Corbières a été créé par l'État qui en avait également la propriété. Un arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 a classé l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne. Le 25 avril 1975, un autre arrêté ministériel en a porté concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne. Le préfet de l'Aude a pris pour sa part un arrêté en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site. L'aérodrome a ensuite fait l'objet d'une convention portant occupation du domaine public le 30 juillet 1986 entre l'État et la commune de Lézignan-Corbières. Cette convention avait pour objet de fixer, dans le cadre de son affectation, les conditions d'aménagement, d'entretien et d'exploitation dudit aérodrome.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'État aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le 15 décembre 2006, en application de l'article précité, une convention a été conclue entre l'État et la commune de Lézignan-Corbières avec pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondants. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Le 24 septembre 2008, un acte de transfert de propriété de l'État à la commune portant sur les parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome est reçu par le préfet du département de l'Aude. Ce dernier stipule que la commune devient propriétaire « *des immeubles domaniaux transférés et en a la jouissance à compter de la date de signature du présent acte* », et ce à titre gratuit.

Le 9 janvier 2025, la commune de Lézignan-Corbières a fait publier dans la Semaine du Minervois un appel à manifestation d'intérêt pour la location d'un hangar en lien avec une activité aéronautique, en l'occurrence la peinture d'avions et d'hélicoptères à la suite de la notification à la commune par Monsieur Heinz VON AESCH, locataire du lot E de l'aérodrome de Lézignan-Corbières (surface 1 533 m²) de son intention de résilier le bail emphytéotique administratif.

Les représentants légaux de la société de peinture d'aéronefs AEROSTYLL ont fait part à la commune de leur souhait de louer le hangar en question parce qu'attendant à leur entreprise. En effet, cette location devrait permettre à AEROSTYLL de disposer d'une surface de travail plus importante afin de répondre à l'augmentation de son carnet de commandes. D'autre part, la société a demandé à bénéficier d'un bail emphytéotique rénové pour la partie déjà louée.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'accepter de louer à la société AEROSTYLL le lot E de l'aérodrome de Lézignan-Corbières d'une surface 1 533 m²
- D'intégrer le lot E dans un bail emphytéotique administratif qui inclura l'ensemble des parcelles et bâtiments occupés par l'entreprise AEROSTYLL.

- D'approuver la location annuelle de cet ensemble au prix de 3,80 € HT/m² soit 11 400 € HT pour une superficie totale de 3 000 m².
- De donner au Maire tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délibération et notamment de l'autoriser à signer un bail emphytéotique administratif avec la société AEROSTYLL.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT – AGENT D'ACCUEIL ET DE GESTION ADMINISTRATIVE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.313-1 et L. 332-8,
 Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 311-1 à L. 372-2,
 Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
 Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
 Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
 Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,
 Vu le tableau des effectifs,

Considérant que les crédits sont inscrits au budget,

Conformément à la réglementation, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci.

Les besoins du service de la police municipale nécessitent la création d'un emploi permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative. En effet, la création de cet emploi à compter du 1^{er} mars 2025, est nécessaire pour mener à bien les missions quotidiennes d'accueil du service de Police municipale de la Ville. Ce poste consistera à assurer l'accueil physique et téléphonique du public et à l'orienter vers les interlocuteurs ou services compétents. L'agent viendra également en support au responsable du service de la Police municipale pour la réalisation de tâches administratives simples.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^e alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint administratif territorial. Les candidats devront justifier d'un niveau d'études ou d'expérience professionnelle suffisant.

L'agent assurera les fonctions d'agent d'accueil et de gestionnaire administratif à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^{ème}.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un poste permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative

2/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi.

3/ D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits correspondants sont prévus et seront inscrits au budget 2025 ;

La mise à jour du tableau des effectifs permet de tenir compte des mouvements de personnels titulaires et non titulaires sur tout type de postes, nécessaire au fonctionnement des services.

Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal d'approuver le nouveau tableau des effectifs suivant.
Il convient d'en délibérer.

OBJET : RESTAURATION DE L'ÉGLISE SAINT-FÉLIX. DEMANDES DE SUBVENTIONS ET LANCEMENT D'UN APPEL AUX DONS PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

Vu la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État,
Vu l'article L. 1111-10 du Code général des collectivités territoriales,

Bien que la fondation première soit datée du IX^e siècle, la construction nouvelle de l'église Saint-Félix de Lézignan-Corbières remonterait au XIII^e siècle. L'historien local Joseph EUZET la décrit ainsi dans son ouvrage intitulé « Histoire de Lézignan », publié en 1988 par Les Mémoires de la Société d'Études Scientifiques de l'Aude : *« L'église Saint-Félix de Lézignan est de style gothique méridional essentiellement caractérisé par l'existence d'une nef sans collatéraux ni transept ni déambulatoire. C'est le cas de la totalité des églises du Narbonnais. Seules les cathédrales de Narbonne et de Carcassonne sont de style gothique français. »*

Les 700 ans de la « vieille dame de Lézignan » ont laissé des traces dans tout ce bâtiment inscrit au titre du patrimoine protégé des monuments historiques depuis le 7 février 1951. Par ailleurs, l'absence récurrente d'entretien d'une ampleur suffisante a rendu nécessaire des travaux de rénovation et de confortement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'édifice : tourelles, clocher, beffroi, façades, porche d'entrée, mise aux normes du réseau électrique, restauration de certains décors. Une étude documentaire et historique a été réalisée en janvier 2022, à la demande de la municipalité, par Elisabeth MARTIN, documentaliste et historienne de l'art.

Par ailleurs, un diagnostic a été établi par l'atelier d'architecture de Caroline Serra, architecte du patrimoine, afin de dresser l'estimatif des différentes phases de travaux ainsi que leurs montants respectifs. Six phases ont ainsi été distinguées :

- Phase 1 : Travaux de mise en sécurité des tourelles, restauration du clos couvert du chevet et réfection des enduits de la sacristie. Montant estimé : 567 360 € TTC

- Phase 2 : Restauration de la 4^e travée et de la tourelle du pigeonnier. Assainissement de la façade sud. Montant estimé : 576 480 € TTC.

- Phase 3 : Restauration du porche d'entrée et des décors de la chapelle Saint-Roch, de la chapelle des fonts baptismaux. Mise aux normes du système électrique (1^{re} partie). Montant estimé : 380 760 € TTC.

- Phase 4 : Restauration des décors de la nef ainsi que ceux des chapelles du purgatoire et de Saint-François. Mise aux normes du système électrique (2^e partie). Montant estimé : 215 640 € TTC.

- Phase 5 : Restauration du clocher et mise en place d'un nouveau beffroi. Montant estimé : 585 480 € TTC.

- Phase 6 : Restitution des décors peints de style XIX^e siècle du chœur hors boiserie, de l'arc triomphal, de la chapelle Saint-Joseph. Mise en place d'abat-son dans les baies du clocher. Remplacement du beffroi métallique par un beffroi en bois.

Montant estimatif : 199 800 € TTC.

- Maîtrise d'œuvre : 252 552 € TTC.

- Coût total estimatif des travaux : 2 778 072 € TTC

Les travaux relatifs à la restauration de l'église Saint-Félix peuvent être financés par des ressources provenant de fonds communaux, de fonds de concours ou de subventions de l'État et d'organismes publics.

Avant d'engager les différentes phases de ces travaux de restauration, il convient d'une part de déposer les demandes de subventions les plus élevées possible auprès des organismes financeurs potentiels tels que la DRAC, la préfecture de l'Aude (DSIL et DETR) ainsi que le Conseil Départemental de l'Aude et, d'autre part, de lancer un appel aux dons par l'intermédiaire de la Fondation du Patrimoine.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser M. le Maire à saisir les organismes financeurs potentiels afin de solliciter de leur part les subventions les plus élevées possible.

2/ D'autoriser M. le Maire à saisir la Fondation du Patrimoine d'un projet de collecte de dons.

3/ D'autoriser M. le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES AH 327 ET AH 413 – ANNEXE

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Vu le projet de convention de servitudes ci-annexé ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ENEDIS doivent emprunter les parcelles cadastrées section AH numéros 327 et 413 dont la commune est propriétaire. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude annexée à la présente délibération et de prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 – BUDGET PRINCIPAL

Vu l'instruction comptable M57,

Vu le CGCT et notamment son article L2313-1,

Vu la délibération n° 2024-052 du 11/04/2024 approuvant le budget PRINCIPAL et les BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE et ASSAINISSEMENT de l'exercice comptable 2024,

La décision modificative n° 3 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à **0,00 €** :

BUDGET PRINCIPAL	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	230 000,00
TOTAL	0,00	0,00

Dont écritures réelles	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Dont écritures d'ordre	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	27 700,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	27 700
TOTAL	27 700,00	27 700,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **0,00 €**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 3.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM3	crédit suite DM N° 3	Libellé
01	6 811		RESS		042	506 000,00	27 700,00	533 700,00	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
						TOTAL	27 700,00		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM3	crédit suite DM N° 3	Libellé
						TOTAL	0,00		
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM3	crédit suite DM N° 3	Libellé
01	10 226		RESS			120 000,00	60 000,00	180 000,00	ajustement de crédits/reversement taxe aménagement
211	21 312	234	STA	DOLTO	21	177 556,15	60 000,00	117 556,15	ajustement de crédits/travaux préau reportés
						TOTAL	0,00		
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM3	crédit suite DM N° 3	Libellé
01	28 031				040	65 826,35	5 000,00	70 826,35	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	280 421				040	32 467,98	3 500,00	35 967,98	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	280 422				040	49 408,70	2 000,00	51 408,70	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	2 805				040	46 390,60	4 000,00	50 390,60	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	281 841				040	4 500,00	1 000,00	5 500,00	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	281 838				040	31 672,24	2 500,00	34 172,24	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	28 188				040	71 620,18	4 000,00	75 620,18	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	281 828				040	93 832,00	5 000,00	98 832,00	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	28 158				040	2 000,00	500,00	2 500,00	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
01	28 185				040	900,00	200,00	1 100,00	ajustements de crédits/Opé. D'ordre – amortissement
						TOTAL	27 700,00		

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits,
il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 3 du Budget PRINCIPAL pour l'exercice 2024 s'établissant globalement à **0,00 €** (zéro euro).

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : MISE EN ŒUVRE D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DE NOUVELLES DÉPENSES AVANT LE VOTE DU BUDGET PRINCIPAL, DU BUDGET ASSAINISSEMENT ET DU BUDGET EAU POTABLE 2025

Vu l'article L 1612-1 du CGCT,

Vu la circulaire NOR/INT/B/89/00017/C

Le budget principal et les budgets annexes seront soumis à l'approbation du conseil municipal avant la date limite prévue du vote, soit le 15 avril 2025. Jusqu'à l'adoption de ce budget et conformément à l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses de la section d'investissement, l'article prévoit la possibilité, sur autorisation de l'organe délibérant et jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, de liquider et de mandater ces dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette disposition appelle les commentaires suivants :

– Il ne s'agit pas à proprement parler d'une inscription de crédits dans la mesure où cette inscription n'intervient que lors de l'adoption du budget. Ainsi, l'assemblée délibérante autorise l'ordonnateur à engager, liquider et mandater des dépenses d'équipement pour des dépenses qu'elle précise jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et s'engage à ouvrir les crédits correspondants lors de l'adoption du budget,

– L'assemblée délibérante peut prendre une ou plusieurs délibérations ayant un tel objet. Pour chaque dépense qu'elle autorise, l'assemblée délibérante en précise le montant et l'affectation. Par affectation, il faut entendre la détermination des dépenses d'investissement autorisées et la ventilation des sommes correspondantes aux chapitres et articles budgétaires d'imputation. En conséquence, l'ordonnateur ne peut faire de virements (ou de réaffectations) portant sur les différentes autorisations de dépenses que lui a accordées l'assemblée délibérante.

Le montant des crédits pouvant être engagé apparaît, en accord avec les services du SGC, comme suit :

BUDGET PRINCIPAL – DÉPENSES		
	BP 2024 + DM	2025
Fonctionnement	17 470 444,23	17 470 444,23
Investissement	8 666 514,42	2 166 628,61
BUDGET ASSAINISSEMENT – DÉPENSES		
	BP 2024 + DM	2025
Fonctionnement	588 980,14	588 980,14
Investissement	613 794,60	153 448,65
BUDGET EAU POTABLE – DÉPENSES		

	BP 2024 + DM	2025
Fonctionnement	709 863,22	709 863,22
Investissement	916 564,76	229 141,19

L'article L1612-1 du CGCT prévoit que l'autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits. Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser la mise en œuvre des autorisations d'engagement de nouvelles dépenses en 2025 pour le budget principal, le budget assainissement et le budget eau potable, dans les limites fixées ci-dessus, dans l'attente du vote des budgets

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADHÉSIONS À DIVERSES STRUCTURES POUR L'ANNÉE 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales, disposant que les collectivités territoriales « s'administrent librement par des conseils élus » ;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget,

Considérant le souhait de la municipalité de renforcer l'efficacité, l'efficacité et la viabilité des politiques publiques menées, il est proposé à l'assemblée délibérante de renouveler les adhésions pour l'année 2025 de la commune de Lézignan-Corbières aux structures suivantes :

- Association Petites Villes de France
- Association des Élus municipaux de l'Aude
- Agence Technique Départementale 11
- Association Départementale des Comités des Feux de Forêt de l'Aude
- Association des Élus de la Vigne et du Vin
- Union des Aéroports Français et Francophones Associés
- Communes Forestières de l'Aude
- Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques
- Fondation du patrimoine
- Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Aude

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver l'adhésion sur l'exercice 2025 de la commune aux structures mentionnées ci-dessus.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.

M. FORCADA : Bonjour à tous, bonjour à toutes, pour ce premier Conseil municipal de 2025. La secrétaire de séance est Christine BÉNET. Elle va procéder à l'appel.

Mme Christine BÉNET procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Le quorum est atteint. Je déclare la séance ouverte.

Mais avant de développer l'ensemble des sujets, concernant bien sûr notre ami Jean TARBOURIECH à qui la ville doit beaucoup depuis fort longtemps – tout simplement on peut se rappeler la Maison Gibert à son actif, PROM'AUDE également, mais aussi le tournoi de tennis dont il était friand, jusqu'encore il y a deux ans de ça, il était toujours présent sur site. J'adresse aussi à Martine, donc à sa veuve, toutes nos condoléances, je vous propose d'observer en son honneur et en sa mémoire une minute de silence.

[Une minute de silence est observée de la part des membres du Conseil municipal, du personnel administratif, et du public].

Je vous remercie.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

M. FORCADA : Le procès-verbal de la dernière séance de décembre n'est pas encore disponible, donc nous le soumettrons à l'approbation au mois de mars.

Il n'y a pas de décisions du Maire pour cette période des confiseurs, la Trêve des confiseurs... !

1 – Création d'un service municipal de documentation et d'archivage. Convention avec le CDG de l'Aude – Annexe

M. FORCADA : Le dossier n° 1 sera traité par Alain-Marc GARCIA. Il concerne la création d'un service municipal de documentation et d'archivage.

M. GARCIA : Bonsoir à tous. Le premier dossier de ce soir c'est la création d'un service municipal de documentation et d'archivage. Vous avez en annexe la convention avec le Centre départemental de gestion de l'Aude. Je vous fais grâce des « Vu », il y en a une page entière.

Les règles de conservation et de communication applicables varient selon la valeur administrative ou historique qui s'attache à chaque document. Le Code du patrimoine, dans sa partie réglementaire, distingue trois régimes différents de gestion des archives, en fonction de leur utilité administrative :

- Premièrement, les archives courantes : ce sont les documents qui sont couramment utilisés dans le cadre de l'activité habituelle des services qui les ont produits ou reçus. Étant indispensables au fonctionnement régulier de ces services, ils sont conservés au sein de leurs locaux, sous leur responsabilité et sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives.

- Deuxièmement, les archives intermédiaires : ce sont des documents qui ne sont utilisés que de manière épisodique par les services qui les ont produits ou reçus, dont l'intérêt administratif n'est plus que résiduel, sans pour autant avoir totalement disparu et qui, de ce fait, ne peuvent pas encore faire l'objet d'un tri ou d'une élimination. Ces documents peuvent être conservés au sein des services ou dans des dépôts de préarchivage placés sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives.

À défaut de préarchivage, les archives intermédiaires sont soit conservées dans les locaux de leur service, établissement ou organisme d'origine, sous le contrôle de la personne chargée du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives, soit déposées dans les conditions prévues au Code du patrimoine.

- Et troisièmement, les archives définitives : ce sont les documents qui ont subi les sélections et éliminations définies au Code du patrimoine et qui sont à conserver sans limitation de durée. À l'expiration de leur période d'utilisation courante par les services qui les ont produits ou reçus, les documents doivent faire l'objet d'un tri, selon une procédure fixée par les textes, qui vise à séparer les

documents dépourvus d'intérêt administratif ou historique, destinés à l'élimination, de ceux qui doivent être conservés ; une fois versés au service des archives de la commune ou du département, selon des critères fixés par la réglementation, pour y être conservés sans limitation de durée ; ces documents auxquels s'attache un intérêt administratif ou historique particulier constituent les archives définitives. Il est nécessaire de créer le service des archives de la commune de Lézignan-Corbières afin de respecter la réglementation.

Le service des archives communales sera chargé de conserver, trier, classer, inventorier et communiquer les documents provenant des assemblées, administrations – parmi lesquels figure le service municipal chargé de l'état civil – et établissements municipaux.

Les frais de conservation des archives communales figurent au nombre des dépenses obligatoires des communes prévues par le Code des collectivités territoriales.

Le Code du patrimoine prévoit que *« la conservation et la mise en valeur des archives appartenant aux collectivités territoriales et aux groupements de collectivités territoriales, ainsi que de celles gérées par les services départementaux d'archives [...] sont assurées conformément à la législation applicable en la matière sous le contrôle scientifique et technique de l'État »*.

Ce contrôle porte simultanément sur les conditions de gestion, de collecte, de tri, d'élimination des documents d'archives courantes, intermédiaires ou définitives, et sur le traitement, le classement, la conservation et la communication des archives. Il a pour objet d'assurer la sécurité des documents, le respect de l'unité des fonds et la qualité de leur structure organique, mais aussi la qualité scientifique et technique des instruments de recherche, la compatibilité des systèmes de traitement et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

Les représentants de l'État sont habilités à contrôler sur place la conservation des archives courantes, dans les locaux mêmes des services, établissements et organismes publics qui les ont produites ou reçues. Le contrôle des archives des collectivités territoriales est exercé au nom de l'État par le Service interministériel des archives de France, sous l'autorité du ministre chargé de la Culture. Le Maire, le directeur général des services de la mairie ou l'archiviste municipal sont tenus de présenter les archives de la mairie au directeur du service des archives départementales qui est chargé de contrôler les archives communales dans les limites du département.

La responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des archives municipales incombe au Maire. En effet, en raison de sa fonction d'agent exécutif de la commune, il est dépositaire des archives municipales. Il est civilement responsable envers la commune, qui reste en toutes circonstances propriétaire de ses propres archives, de l'intégrité et de la bonne conservation de celles-ci, sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales encourues sur le fondement du Code pénal.

Lorsque la destruction, le détournement ou la soustraction par un tiers des biens visés résulte de la négligence d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, d'un comptable public ou d'un dépositaire public, celle-ci est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Le constat fait par le Maire de Lézignan-Corbières est clairement défavorable. Il n'existe en effet aucun service municipal de gestion des archives digne de ce nom. Les archives des différents services sont entreposées dans une dizaine de lieux différents qui ne sont pas adaptés à une bonne conservation des dites archives. Par ailleurs, ces dernières s'accumulent sans qu'un tri réglementaire ne soit opéré à un moment quelconque. Le Maire de Lézignan-Corbières regrette également l'absence de personnel dédié aux fonctions d'archivage. C'est pourquoi il a sollicité l'intervention du centre départemental de gestion de l'Aude afin qu'une archiviste professionnelle puisse aider à la mise en œuvre d'un service municipal de documentation et d'archivage auquel un personnel municipal sera affecté, dans le cadre d'une réorganisation interne.

L'intervention de cet agent passera par plusieurs étapes, six en tout :

- La 1^{re} étape sera la sensibilisation à l'archivage à l'ensemble du personnel ;
- La 2^e étape : la rencontre avec l'ensemble des services pour dresser un état des lieux de l'archivage au sein de la collectivité ;
- La 3^e étape, très importante, sera la désignation de référents archives en interne ;
- La 4^e étape sera la réalisation d'un tableau de gestion des archives communales et mise en place d'une procédure d'archivage ; avec la réalisation d'un tableau de gestion et l'organisation des locaux de préarchivage et préparation des futurs versements d'archives ;
- 5^e étape : l'organisation d'une journée régulière d'archivage pour impliquer l'ensemble des agents dans les opérations d'archivage ;

- Et 6^e étape, un peu plus tard, l'organisation du récolement pré-élection municipale au cours du 1^{er} trimestre 2026.

À l'issue de cette 6^e étape, le centre de gestion propose de suivre le fonctionnement du service municipal de documentation et d'archivage pendant une durée d'un an. Comme indiqué dans le devis d'intervention transmis par le centre de gestion au Maire de Lézignan-Corbières, le devis de l'intervention de l'archiviste se monte à 14 090 € pour un total de 245 heures.

Il est donc demandé au conseil municipal de :

- Créer un service municipal de documentation et d'archivage ;
- D'approuver le projet de convention avec le centre de gestion 11 joint en annexe ;
- D'autoriser M. le Maire à signer la convention avec le centre de gestion 11 ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- D'autoriser le versement de la somme de 14 090 € au centre de gestion pour son intervention.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ou observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

AFFAIRES JURIDIQUES

2 – Avis de la commission d'indemnisation des commerçants dans le cadre des travaux du Cours de la République

M. FORCADA : Dossier n° 2. C'est l'avis de la commission d'indemnisation des commerçants dans le cadre des travaux du Cours de la République.

La commune a mis en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains qui se trouvent intégrés dans le périmètre des travaux du Cours de la République.

Cette instance consultative et impartiale a pour mission de leur permettre de demander une réparation des troubles pouvant être générés par ces travaux, dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la jurisprudence du Conseil d'État, les dommages qui sont susceptibles d'être indemnisés sont ceux qui dépassent les contraintes générales et normales auxquelles les commerçants et professionnels riverains des voies publiques concernées sont soumis. Ces derniers ont été invités par la commune à une réunion d'information qui s'est tenue le 8 juillet 2024 au cours de laquelle la procédure d'évaluation de leurs demandes leur a été exposée. Un dossier de demande avec la liste des pièces justificatives à fournir leur a été transmis. Ce dossier était également téléchargeable depuis le site internet de la commune et devait être retourné au plus tard le 16 septembre 2024 à minuit.

À la suite de la remise des dossiers de demande d'indemnisation, la commission amiable s'est réunie le 13 novembre et le 11 décembre derniers, d'une part pour se prononcer sur la recevabilité des demandes, d'autre part pour procéder au calcul des montants devant constituer les indemnités proposées. La commission a statué sur les dommages subis pendant la première phase des travaux, soit du 6 novembre 2023 au 30 avril 2024.

La charge de la preuve du préjudice incombe aux commerçants qui s'estiment lésés. C'est pourquoi la commission s'est d'abord prononcée sur la recevabilité de chaque demande en analysant les pièces des dossiers (documents comptables ou administratifs) attestant de manière évidente une baisse d'activité importante et directement liée aux travaux du cours de la République, mettant en cause la viabilité de l'entreprise. Lors de cette analyse, les dossiers suivants ont été admis comme recevables :

- LE CONTI représenté par M. AUSSAGUEL, Damien ;
- LA BOUCHERIE DE TRADITION représentée par M. Jordy RODRIGUEZ ;
- CENTRE DE BEAUTE YVES ROCHER, par Mme Isabelle GAY ;
- CLAUDINE, la SARL, représentée par Mme Claudine FORTUNATO ;

- LE KINGSTON, représenté par Mme Claudine PETRE ;
- MAZ CONCEPT STORE, représentée par M. Grégory MAZARD ;
- LE PANIER FRAIS DE DAVID représenté par M. David CREMONESE
- PHILDAR, représentée par Mme Christèle BEAUVAIS ;
- LE SALON DE RÉMI, représenté par M. Rémi CARPINTEIRO.

La demande de la société AUDOPTIQUE, représentée par M. Sylvain BOCCANFUSO, a été déclarée irrecevable dans la mesure où la commission n'a pas estimé le lien de causalité entre les travaux et le dommage évoqué par M. BOCCANFUSO comme étant suffisamment certain et direct, son commerce n'étant pas inclus dans le périmètre des travaux, et étant accessible par plusieurs voies d'accès aux piétons et aux véhicules. D'autre part, le dossier de ce demandeur a été déposé le 7 octobre 2024, soit après le délai imparti.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2024, la commission, sous l'autorité de son Président, magistrat honoraire, a procédé aux calculs des montants d'indemnités proposés aux demandeurs, en prenant en compte la baisse attestée du chiffre d'affaires des entreprises, minorés d'un coefficient de 20 % ou de 30 %. Les avis de la commission relatifs à la passation d'un protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité par la commune avec chaque demandeur sont les suivants :

- pour LE CONTI : **19 600 €** ;
- pour la BOUCHERIE DE TRADITION, représentée par M. Jordy RODRIGUEZ : la SARL étant en liquidation judiciaire, le dossier a été transmis à la personne en charge de régler la liquidation. La commune est en attente de l'analyse juridique du dossier ;
- L'entreprise CENTRE DE BEAUTÉ YVES ROCHER de Mme Isabelle GAY : **4 170 €**. Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre du site des travaux ;
- Pour la société CLAUDINE, représentée par Mme Claudine FORTUNATO : **1 425 €**. Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre également du site des travaux ;
- LE KINGSTON représenté par Mme Claudine PETRE : **1 525 €** ;
- MAZ CONCEPT STORE, représenté par M. Grégory MAZARD : **1 298 €** ;
- LE PANIER FRAIS DE DAVID, représenté par M. David CREMONESE : l'évaluation de cette demande a été reportée à une prochaine réunion de la commission faute de documents probants.
- L'entreprise PHILDAR, représentée par Mme Christèle BEAUVAIS : **3 045 €**, sous réserve de la production d'une attestation par son expert-comptable certifiant l'exactitude d'un tableau chiffrant le préjudice subi pour la période de novembre 2023 à avril 2024.
- LE SALON DE RÉMI, par M. Rémi CARPINTEIRO : **1 000 €**.

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation litigieuse impliquée par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus ;
- De m'autoriser à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- De dire que les sommes aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2025 de notre commune.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? M. PÉNAVAIRE.

M. PÉNAVAIRE : Bonsoir. C'était la première partie des travaux de cette commission d'indemnisation. Et une deuxième partie, évidemment, va se mettre en place une fois les travaux terminés. De ce point de vue, c'est vous qui en avez la maîtrise. Nous avons maintenant l'expérience de cette procédure, où une commission amiable produit un avis avant de permettre au Conseil municipal de voter. Je voudrais faire quelques remarques.

Donc de constater que peu de commerçants ont soumis un dossier et que ceci était souvent, disons insuffisant pour que la commission puisse donner un avis immédiat. Alors, je ne sais pas quelle a été la participation à la réunion d'information du 8 juillet ni la teneur du dossier, ni même quelles pièces justificatives étaient demandées. Mais cela dit, ça a été fait. Il me semble qu'il y a eu beaucoup non seulement de désenchantement, mais aussi de difficulté à saisir ce qui était demandé par la commission, comptablement. Peut-être en reparlerons-nous lors de l'installation de la deuxième commission, mais il me semble quand même qu'il faudrait d'ores et déjà tirer les enseignements de cette première partie pour que cette commission d'indemnisation devienne plus efficace, je pense.

La deuxième chose, c'est le cas de M. BOCCANFUSO. Je ne sais pas si vous allez donner peut-être une information sur la lettre qu'il a envoyée. Je pense qu'il est tout à fait important d'en prendre connaissance. Je crois qu'il est tout à fait de bonne volonté et sa lettre, que j'ai lu, est parfaitement circonstanciée. Donc peut-être dans la discussion que nous aurons pour la deuxième partie de la commission, nous pourrions réexaminer le cas de M. BOCCANFUSO, de cette société AUDOPTIQUE qui, quand même, a vraiment subi des conséquences négatives sur son fonctionnement. Voilà, c'était ce que je voulais dire.

M. FORCADA : Merci, M. PÉNAVAIRE. C'est à juste titre, puisque c'est la suite logique de ses deux correspondances qu'il nous a adressées le 29 novembre et ensuite le 9 décembre. Nous nous autoriserons à reprendre ensemble, au travers de notre commission, les éléments qu'il sera à même de nous fournir pour apporter tout le crédit de sa démarche, et que nous apprécierons en temps et en heure, quitte même à reprendre la première phase puisqu'il a malheureusement déposé un dossier trop tardivement. Mais on en tiendra compte. Je crois qu'il faut faire preuve, là aussi, de bonne entente et d'écoute. Je vous remercie.

Je vais passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Une précision qu'on me donne aussi, comptablement, c'étaient 24 dossiers reçus, qui pouvaient être recevables, mais ils devaient être déposés de manière complète avec les éléments demandés. On se permettra de relancer en temps et en heure l'ensemble des commerçants pour leur rappeler que s'ils ne déposent pas de dossier, évidemment, on ne pourra pas étudier leur demande. Ce sera soumis, bien sûr, au magistrat qui préside cette assemblée.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

3 – Approbation d'un bail emphytéotique administratif avec la société AÉROSTYLL

M. FORCADA : M. Guy VIVÈS pour le dossier n° 3.

M. VIVÈS : Approbation d'un bail emphytéotique administratif avec la société AÉROSTYLL.

L'aérodrome de Lézignan-Corbières a été créé par l'État qui en avait également la propriété. Un arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 a classé l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne. Le 25 avril 1975, un autre arrêté ministériel en a porté concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne. Le préfet de l'Aude a pris pour sa part un arrêté en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site. L'aérodrome a ensuite fait l'objet d'une convention portant occupation du domaine public le 30 juillet 1986 entre l'État et la commune de Lézignan-Corbières. Cette convention avait pour objet de fixer, dans le cadre de son affectation, les conditions d'aménagement, d'entretien et d'exploitation dudit aérodrome.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'État aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le 15 décembre 2006, en application de l'article précité, une convention a été conclue entre l'État et la

commune de Lézignan-Corbières avec pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondants. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Le 24 septembre 2008, un acte de transfert de propriété de l'État à la commune portant sur les parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome est reçu par le préfet du département de l'Aude.

Ce dernier stipule que la commune devient propriétaire « *des immeubles domaniaux transférés et en a la jouissance à compter de la date de signature du présent acte* », et ce à titre gratuit.

Le 9 janvier 2025, la commune de Lézignan-Corbières a fait publier dans la Semaine du Minervois un appel à manifestation d'intérêt pour la location d'un hangar en lien avec une activité aéronautique, en l'occurrence la peinture d'avions et d'hélicoptères à la suite de la notification à la commune par Monsieur Heinz VON AESCH, locataire du lot E de l'aérodrome de Lézignan-Corbières (sur une surface 1 533 m²) de son intention de résilier le bail emphytéotique administratif.

Les représentants légaux de la société de peinture d'aéronefs AÉROSTYLL ont fait part à la commune de leur souhait de louer le hangar en question parce qu'attendant à leur entreprise, bien sûr. En effet, cette location devrait permettre à AÉROSTYLL de disposer d'une surface de travail plus importante afin de répondre à l'augmentation de son carnet de commandes. D'autre part, la société a demandé à bénéficier d'un bail emphytéotique rénové pour la partie déjà louée.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'accepter de louer à la société AÉROSTYLL le lot E de l'aérodrome de Lézignan-Corbières d'une surface 1 533 m² ;
- D'intégrer le lot E dans un bail emphytéotique administratif qui inclura l'ensemble des parcelles et bâtiments occupés par l'entreprise AÉROSTYLL ;
- D'approuver la location annuelle de cet ensemble au prix de 3,80 € HT/m² soit 11 400 € HT pour une superficie totale de 3 000 m² ;
- De donner à M. le Maire tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délibération et notamment de l'autoriser à signer un bail emphytéotique administratif avec la société AÉROSTYLL.

M. FORCADA : Merci. Il y a des remarques ? M. FUMET, s'il vous plaît.

M. FUMET : Merci, M. le Maire. Bonjour à tous. Dans le cadre de l'approbation d'un bail emphytéotique à la société AÉROSTYLL, nous aurions aimé savoir quelle est la durée de ce bail et, deuxièmement, est-ce qu'on n'a pas éventuellement étudié la possibilité d'une convention d'occupation temporaire du domaine public ? Donc deux questions. Merci.

M. FORCADA : Notre technicien de l'aérodrome prend la parole.

M. TRAYAUD (Directeur général adjoint) : Un bail emphytéotique peut aller jusqu'à 99 ans. Sachant qu'en général on conclut des baux emphytéotiques parce qu'on reste propriétaire des biens. Vous faites construire, par exemple, un bâtiment sur une partie de terrain appartenant à la commune, sur le domaine public aéronautique pour l'occasion, on reste propriétaire. Les entreprises ont besoin, ce n'est pas à vous que je l'apprendrai, de stabilité. Si on ne conclut pas avec elle un bail suffisamment long pour qu'elles puissent amortir et puis investir sur leur entreprise, elles ne concluront pas ce type de bail. Pour une petite information, l'ancien bail c'est de l'ordre de 40 € par an, qu'ils paient jusqu'à présent. La différence est quand même importante. Ça permet à l'entreprise AÉROSTYLL, qui est une des trois entreprises en France qui assure la peinture d'avions et d'hélicoptères, qui est une entreprise performante, à la fois de pouvoir stocker les avions en adjoignant le hangar supplémentaire – puisque jusqu'à présent ils étaient obligés de les laisser à l'extérieur – et puis de pouvoir se développer parce que c'est une entreprise qui a un carnet de commandes très important. Ils ont un carnet de commandes de deux ans, à peu près. Donc c'est une belle entreprise, c'est une entreprise familiale et ça va leur permettre à la fois d'avoir un bail suffisamment long pour pouvoir investir. Ça peut aller jusqu'à 99 ans. En général, c'est 40 à 50 ans. Comment ? Oui, oui, bien sûr, le bail spécifiera la durée

M. IFCIC (Directeur général des services) : C'est 18 ans minimum, 99 ans maximum. Nous sommes en train de finaliser avec l'entreprise la durée qui lui semblera la plus adaptée à ses nécessités de développement dans la durée.

M. FORCADA : Merci. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

RESSOURCES HUMAINES

4 – Création d'un poste permanent – Agent d'accueil et de gestion administrative

M. FORCADA : Un point sur les ressources humaines. Création d'un poste permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative. On l'avait déjà évoqué au cours de la séance de décembre.

Conformément à la réglementation, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci. Les besoins du service de la police municipale nécessitent la création d'un emploi permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative. En effet, la création de cet emploi à compter du 1^{er} mars 2025, est nécessaire pour mener à bien les missions quotidiennes d'accueil du service de police municipale de la Ville. Ce poste consistera à assurer l'accueil physique et téléphonique du public et à l'orienter vers les interlocuteurs ou services compétents. L'agent viendra également en support au responsable du service de la police municipale pour la réalisation de tâches administratives simples. Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article du Code général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^e alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint administratif territorial. Les candidats devront justifier d'un niveau d'études ou d'expérience professionnelle suffisant.

L'agent assurera les fonctions d'agent d'accueil et de gestionnaire administratif à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^{ème}.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'un poste permanent d'agent d'accueil et de gestion administrative ;
- De m'autoriser à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi ;
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

On avait déjà évoqué ce sujet. Est-ce qu'il y a d'autres remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

5 – Actualisation du tableau des effectifs

M. FORCADA : Évidemment, dans la suite, c'est l'actualisation du tableau des effectifs qui est mis à jour pour la création de ce poste.

S'il n'y a pas de remarques, je passe au vote. Si, il y en a une, pour M. FUMET.

M. FUMET : Merci. En ce qui concerne le tableau des effectifs, j'aimerais savoir où sont les agents contractuels, car ils ne sont pas listés.

M. FORCADA : Oui, vous les avez en bas du tableau : agents non titulaires, agents TC, rédacteur principal 1^{re} classe, etc. Vous avez tous les agents, là. Il y en a neuf. Et vous avez le secteur d'activité avec les services techniques, administratifs, scolaires, etc.

M. FUMET : Merci.

M. FORCADA : Voilà la précision. Il était utile d'éclaircir si nécessaire.
Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

PATRIMOINE ET CULTURE

6 – Restauration de l'église Saint-Félix. Demandes de subventions et lancement d'un appel aux dons par la Fondation du Patrimoine

M. FORCADA : M. Alain-Marc GARCIA.

M. GARCIA : L'objet du dossier n° 6 porte sur les demandes de subventions et le lancement d'un appel aux dons par la Fondation du Patrimoine concernant la restauration de l'église Saint-Félix.

Bien que la fondation première soit datée du IX^e siècle, la construction nouvelle de l'église Saint-Félix de Lézignan-Corbières remonterait au XIII^e siècle. L'historien local Joseph EUZET la décrit ainsi dans son ouvrage intitulé « Histoire de Lézignan », publié en 1988 par Les Mémoires de la Société d'Études Scientifiques de l'Aude : *« L'église Saint-Félix de Lézignan est de style gothique méridional essentiellement caractérisé par l'existence d'une nef sans collatéraux ni transept ni déambulatoire. C'est le cas de la totalité des églises du Narbonnais. Seules les cathédrales de Narbonne et de Carcassonne sont de style gothique français. »*

Les 700 ans de la « vieille dame de Lézignan » ont laissé des traces dans tout ce bâtiment inscrit au titre du patrimoine protégé des monuments historiques depuis le 7 février 1951. Par ailleurs, l'absence d'entretien d'une ampleur suffisante a rendu nécessaire des travaux de rénovation et de confortement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'édifice : tourelles, clocher, beffroi, façades, porche d'entrée, mise aux normes du réseau électrique, restauration de certains décors. Une étude documentaire et historique a été réalisée en janvier 2022, à la demande de la municipalité, par Élisabeth MARTIN, documentaliste et historienne de l'art.

Par ailleurs, un diagnostic a été établi par l'atelier d'architecture de Caroline Serra, que nous avons retenu, architecte du patrimoine, afin de dresser l'estimatif, mais aussi l'urgence des différentes phases de travaux ainsi que leurs montants respectifs. Six phases ont ainsi été distinguées :

- Première phase : travaux de mise en sécurité des tourelles, restauration du clos couvert du chevet et réfection des enduits extérieurs de la sacristie, pour un montant estimé à 567 360 € TTC ;

- Deuxième phase : restauration de la 4^e travée qui va de la tourelle du pigeonier jusqu'à la chapelle de la Vierge. Assainissement également de la façade sud, qui est neuve, mais qu'il faut refaire. Travaux estimés à 576 480 € TTC ;

- Troisième phase : ce sera la restauration du porche d'entrée et des décors de la chapelle Saint-Roch, de la chapelle des fonts baptismaux, mais aussi la mise aux normes du système électrique des différentes parties. Estimation : 380 760 € TTC ;

- Quatrième phase : La restauration des décors de la nef ainsi que ceux des chapelles du Purgatoire et de Saint-François. Mise aux normes du système électrique. Montant estimé : 215 640 € TTC ;

- Enfin, la cinquième phase : C'est la restauration du clocher avec la mise en place d'un nouveau beffroi. Estimé à 585 480 € TTC ;

- La sixième phase : Sera la restitution des décors peints de style XIXe siècle du chœur hors boiserie, de l'arc triomphal, mais aussi de la chapelle Saint-Joseph. Je précise à mes collègues du Conseil qu'une coquille s'est glissée dans la rédaction de cet objet, ce qui suit : la mise en place de l'abat-son concernant les baies du clocher et le remplacement du beffroi font partie de la phase 5 et sont estimés dans le montant à 585 480 €. Donc phase 6, c'est uniquement la restitution des décors peints du XIXe siècle du chœur hors boiserie de l'arc triomphal et de la chapelle Saint-Joseph, pour un montant estimé à 199 800 € TTC ;

- Il y aura une maîtrise d'œuvre de 252 552 € TTC.

- Pour un coût total estimatif de : 2 778 072 € TTC. Travaux estimés sur une dizaine d'années, approximativement.

Les travaux relatifs à la restauration de l'église Saint-Félix peuvent être financés par des ressources provenant de fonds communaux, de fonds de concours ou de subventions de l'État et d'organismes publics.

Avant d'engager les différentes phases de ces travaux de restauration, il convient d'une part de déposer les demandes de subventions les plus élevées possible auprès des organismes financeurs potentiels tels que la DRAC, la préfecture (la DSIL et la DETR) ainsi que le Conseil départemental de l'Aude et, d'autre part, de lancer un appel aux dons par l'intermédiaire de la Fondation du Patrimoine. Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser M. le Maire à saisir les organismes financeurs potentiels et de solliciter de leur part les subventions les plus élevées possible ;
- D'autoriser M. le Maire à saisir la Fondation du Patrimoine d'un projet de collecte de dons ;
- Et enfin d'autoriser M. le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ? M. PÉNAVAIRE.

M. PÉNAVAIRE : M. le Maire et M. Alain-Marc GARCIA, rapporteur de cette délibération portant sur la restauration de l'église Saint-Félix en six tranches pour un montant estimatif de 2 778 072 €. Je dois dire en premier lieu que, évidemment, nous sommes d'accord avec la restauration de notre église.

C'est le patrimoine de tous les Lézignanais, un patrimoine pour notre ville, et nous comprenons que vous le présentiez maintenant si cela peut donner accès à une subvention de l'association du Patrimoine. Pourquoi pas. Ce patrimoine que Joseph EUZET avait parfaitement décrit est aussi un lieu emblématique de la pratique cultuelle de la religion catholique. Cette liberté fondamentale, la liberté de culte, nous y sommes viscéralement attachés. Elle est emblématique de notre république laïque. Je dois dire que nous sommes d'autant plus surpris et indignés que vous ayez pu dire dans les attendus de cette délibération, je cite : « Par ailleurs, l'absence récurrente d'entretien d'une ampleur suffisante », etc. Cette mention est mensongère. M. GARCIA, de 2008 à 2014, Pierre TOURNIER et Michel MAÏQUE étant maires, votre prédécesseur René MAZET, alors adjoint au Maire, ensuite devenu Maire de MOUX, et dont on ne peut remettre en cause la droiture et l'honnêteté, avaient conduit, sous la houlette de l'Architecte des Bâtiments de France dont on ne peut non plus remettre en cause la droiture et l'honnêteté, des travaux importants concernant l'église Saint-Félix. Il s'agissait de plus de 1 million € en 2008 et en 2014, ce qui était important.

Vous cédez encore une fois à une propension, celle de désigner un bouc émissaire. Et c'est d'autant plus inadmissible que vous le faites concernant un sujet, la religion, qui touche tous les républicains, tous les laïcs, croyants et incroyants, et que ce faisant vous instrumentalisez sans vergogne la communauté catholique à des fins politiques. Mais peut-être n'avez-vous pas retrouvé, dans les archives éparées de la mairie, les documents s'y référant.

Je pense qu'il y a quelque chose qui vous fait rire, vous me le direz.

Donc nous demandons le retrait de cette délibération, de cette phrase de la délibération. Parce que nous sommes bien sûr déterminés à la voter. Nous proposons une rédaction différente, soit « après les travaux engagés entre 2008 et 2014 à l'église Saint-Félix sous la responsabilité de René MAZET et de l'Architecte des Bâtiments de France », soit alors, si vous ne voulez pas mettre « après », mettre « malgré » ; mettez « malgré des travaux engagés entre 2008 et 2014 à l'église Saint-Félix sous la responsabilité de René MAZET et de l'Architecte des Bâtiments de France ». Je vous remercie de bien vouloir porter attention à ce qui est dit là. D'y porter attention, parce qu'il s'agit quand même d'une

modification de réaction légère et qui, quand même, rend grâce et rend hommage à cet homme, René MAZET, qui a consacré sa vie à cette question-là.

M. GARCIA : Je peux répondre M. le Maire ?

M. FORCADA : Je vais répondre. Je vais répondre à notre cher camarade, M. Rémi PÉNAVAIRE. Vous lirez le dossier de Mme SERRA, qui est la femme de l'art, et vous verrez bien que l'état de cet édifice nécessite tous ces travaux, justement par négligence du passé, mais on ne va pas en faire un procès particulier, c'est un constat. Et je vais tout simplement vous donner un élément qui vous a échappé certainement, mais le clocher, donc le beffroi, qui a fait l'objet dans le passé de travaux puisque le beffroi d'origine était en bois, comme dans toutes les églises et cathédrales, ce beffroi en bois a été transformé en beffroi en poutres métalliques. Nous avons fait venir bien sûr l'entreprise BODET, qui est celle d'ailleurs qui a mis les cloches à Notre-Dame, donc connue et reconnue dans la profession, qui nous a alertés en disant : « Si vous n'arrêtez pas les cloches, votre clocher, vous allez le retrouver au sol. Première raison, vous avez mis des poutres métalliques. Les vibrations, bien sûr, affectent les murs. Mais en plus, vous avez fait monter les cloches à l'envers. Donc elles ne battent pas dans le sens inverse bien sûr de la poutre, mais dans le sens longitudinal et chaque son de la cloche envoie les vibrations dans le mur.

Évidemment, si on n'avait pas arrêté les cloches, le mur, le beffroi, le clocher seraient au sol aujourd'hui. Et nous avons pour l'instant, en attendant les travaux, mis un système bien entendu qui permet aux cloches de sonner, mais sans battre. Ça fait partie, vous voyez, de l'entretien qui a malheureusement été défaillant sur cet aspect-là des choses, et qui a fragilisé aussi l'édifice. Et l'entretien, puisque vous parliez de l'Architecte des Bâtiments de France, la première visite qu'il a effectuée en 2020, au deuxième semestre 2020, quand il a vu, bien sûr, juste le visuel, sur la partie rénovée de la toiture, il a dit : « Mais ça, il faudra tout le refaire. » Je ne suis ni expert ni architecte ni un spécialiste en cloches, sincèrement le travail qui a été fait... c'est un constat. Je n'aime pas polémiquer, je ne reviens pas sur l'œuvre du Maire précédent.

M. PÉNAVAIRE : Si, si, vous polémiquez, Monsieur.

M. FORCADA : Le constat est là. Je viens de vous le compléter. On ne va pas faire un débat, M. PÉNAVAIRE.

M. PÉNAVAIRE : Si, on le fait.

M. FORCADA : On ne va pas faire un débat, je vous dis que non.

M. PÉNAVAIRE : Si, on le fait.

M. FORCADA : Non. On ne fera pas le débat.

M. PÉNAVAIRE : Ne dites pas non.

M. FORCADA : C'est fait. Il y a un constat qui est fait. Il y a une délibération qui est proposée et je la passe au vote. Point.

M. PÉNAVAIRE : Bon.

M. FORCADA : Qui est contre ? Levez le doigt, qu'on vous voit bien. Parfait. Qui s'abstient ? C'est adopté. Je vous remercie. On passera à d'autres cloches.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

Approuve à la majorité de 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude

LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette) et 9 voix contre (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

7 – Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur les parcelles cadastrées AH 327 et AH 413 – Annexe

M. FORCADA : M. Guy VIVÈS pour la suite, s'il vous plaît.

M. VIVÈS : Dossier n° 7, convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur les parcelles cadastrées AH 327 et AH 413. Vous êtes en possession d'une annexe qui vous indique le plan et tout le détail concernant ces travaux d'extension.

Vu les articles L. 2122-4, L. 2131-1 et L. 2132-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Vu les articles R. 323-1 à D. 323-16 du Code de l'énergie ;

Vu le projet de convention de servitude ci-annexé ;

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux envisagés par ENEDIS doivent emprunter les parcelles cadastrées section AH numéros 327 et 413 dont la commune est propriétaire.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude annexée à la présente délibération et de prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

FINANCES

8 – Décision modificative n° 3 – Budget principal

M. FORCADA : Le 8^e dossier porte sur les décisions modificatives. Il y avait une coquille dans le document que vous avez peut-être sous les yeux, concernant le budget principal, les 230 000 euros ne sont pas du tout concernés. C'est juste l'écriture de dépenses et de recettes de 27 700 €, fonctionnement et investissements, qui équilibre bien sûr cet ensemble d'écritures.

Si vous avez des questions ou des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

9 – Mise en œuvre d'autorisations d'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du Budget principal, du Budget assainissement et du Budget Eau potable 2025

M. FORCADA : Il s'agit adonc de la mise en œuvre d'autorisations d'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du Budget principal, du Budget assainissement et du Budget eau potable. Nous avons, là aussi, bien sûr, tenu compte de la période. En fonctionnement on est à 17 470 444,23 euros pour 2024, reporté en 2025 à 100 % ; et en investissement, c'est reporté à hauteur de 25 % sur les 8 666 514,42 euros en attente toujours du budget principal.

Pour l'assainissement, toujours dans les mêmes proportions : en fonctionnement, 588 980,14 euros et en investissement 613 794,60 euros repris à 25 % également.

Pour le Budget eau potable, la même opération : le fonctionnement est reporté de 2024 à 2025 pour 709 863,22 euros et l'investissement à 25 %, c'est-à-dire qu'on ne reporte que 229 141,19 conformément aux autorisations qui sont indiquées. Je vous demande :

- D'autoriser la mise en œuvre de ces engagements de nouvelles dépenses en 2025 pour le budget principal, l'assainissement et l'eau potable, dans la limite fixée comme indiqué ;
- Et de m'autoriser à remplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FUMET ?

M. FUMET : En ce qui concerne l'engagement de nouvelles dépenses avant le vote du Budget principal, nous aimerions avoir la liste des dépenses autorisées, au profit de qui, et de quel montant pour chacune. Sans ces précisions, nous nous abstenons.

M. FORCADA : Les dépenses sont celles des travaux qui sont en cours, tout simplement. Et puis de toute façon, le fonctionnement c'est le Budget annuel habituel. Il n'y a pas de financement spécifique, en tout cas à ce jour. Il sera proposé au budget dès que le DOB sera fait. Sinon, ce sont les travaux qui sont en cours.

Il faut, bien sûr, passer cette délibération pour les 25 % du montant des investissements prévus en 2024, et qui sont à payer en 2025 avec la fin de ce chantier, pour l'essentiel constitué par le cours de la République. Voilà les explications. Je n'ai pas d'autre précision particulière.

Pour l'eau et l'assainissement, évidemment, c'est toujours le même constat avec les affaires qui sont en cours, puisqu'il y avait des réseaux à effectuer, à rénover.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Tenez bien les mains. C'est bon ? Je vous remercie. Adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité par 22 voix pour**

(de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette) et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

10 – Adhésions à diverses structures pour l'année 2025

M. FORCADA : Le petit dernier, le renouvellement annuel, comme d'habitude, je pourrais dire, concernant l'adhésion aux différentes associations :

- Association Petites Villes de France ;
- Association des Élus municipaux de l'Aude ;
- Agence Technique Départementale, l'ATD11 ;
- Association Départementale des Comités des Feux de Forêt de l'Aude ;
- Association des Élus de la Vigne et du Vin ;
- Union des Aéroports Français et Francophones Associés ;
- Communes Forestières de l'Aude également ;
- Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques ;
- Fondation du Patrimoine, on vient d'en parler aussi ;
- Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Aude.

C'est le renouvellement des adhésions.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie. Je vous souhaite le meilleur pour 2025. Et je lève le Conseil.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Monsieur le Maire lève la séance à 19 h 00

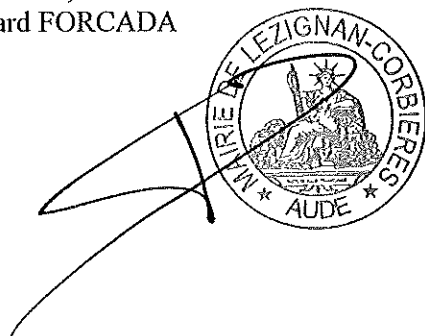
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 20 mars 2025.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
William COMBES

